

GÉRARD BIARD, rédacteur en chef de CHARLIE HEBDO et co-président de Zéromacho "La laïcité principe fédérateur" lors de la 2ème table ronde : "La laïcité force et bouclier pour les femmes", modérée par Laure Caille de Libres MarianneS

La première fois que j'ai lu le déroulé du programme de cette journée, et l'intitulé de mon intervention, j'ai cru à une blague. Ou, au minimum, à une faute de frappe. J'ai donc appelé Michèle Vianès, qui m'a dit « Non, non, c'est bien ça : La laïcité, principe fédérateur ». Sérieux ?

Bon, bien sûr, si on parle ici de laïcité, entre nous, nous serons toutes et tous d'accord. Mais hors de cette salle, face à d'autres assemblées, au travail, ou entre copines ou copains de gauche, même entre copines féministes, vous avez déjà essayé de prononcer ce mot et rien que ce mot ? Laïcité, sans ajouter « inclusive » « ouverte », « apaisée », « positive », ou au contraire « radicale », « répressive », « excluante », « discriminante », voire carrément « islamophobe » ?

Tiens, faites l'expérience : nous sommes dans une ville dirigée par la gauche dite écologiste, et bien sûr féministe. Entrez dans la mairie, plantez-vous au milieu du hall, et criez « la laïcité n'a pas besoin d'adjectifs à la noix ! », vous allez voir ce que vous allez fédérer !

Alors si vous le permettez, je vais modifier l'intitulé de mon intervention : La laïcité, principe courageux. Car oui, aujourd'hui, il faut du courage pour défendre, sans circonvolutions hypocrites, ce principe pourtant inscrit dans notre constitution.

Et pourtant, la laïcité est bien un principe fédérateur. Elle l'a été. Et elle devrait toujours l'être. Elle devrait rassembler. Rassembler toute la gauche. Toutes (et tous) les féministes. Tous les Français.

Seulement voilà, il s'est passé quelque chose, qui a bouleversé l'ordre et la logique politiques. Historiquement et idéologiquement, la laïcité est liée à la gauche. C'est la pensée des Lumières, la liberté de conscience, l'émancipation, le libre arbitre, la liberté d'expression et le droit au blasphème, la primauté des lois civiles sur les lois divines. C'est la gauche qui a bataillé pour la loi de 1905 et qui l'a fait voter. La première loi sur les signes religieux à l'école date de 1937, c'est la circulaire Jean Zay, ministre du gouvernement du Front populaire.

Or, désormais, tout est cul par-dessus tête : c'est l'extrême-droite qui prétend défendre la laïcité — avec les sales arrière-pensées qu'on lui connaît, car elle ne la défend que pour attaquer l'islam, et seulement l'islam —, et c'est la gauche qui défend les fanatiques religieux.

GÉRARD BIARD, rédacteur en chef de CHARLIE HEBDO et co-président de Zéromacho "La laïcité principe fédérateur" lors de la 2ème table ronde : "La laïcité force et bouclier pour les femmes", modérée par Laure Caille de Libres MarianneS

Le tournant décisif s'est produit en 1979, avec la révolution islamique en Iran. La gauche romantique s'est emmourachée des mollahs qui avaient chassé le Grand Satan américain. Peu à peu, Mahomet a remplacé Marx dans l'idéal révolutionnaire, à mesure que le communautarisme et la défense des « identités » prenaient le pas sur l'universalisme. Et comme cette gauche n'était elle-même pas dupe de cette trahison historique et idéologique, elle l'a maquillée sous un vernis sociétal. Il n'était bien évidemment pas question de défendre ouvertement un culte, alors on en a fait une culture.

Pour les gauches occidentales, l'islam a remplacé le prolétariat et les musulmans sont devenus les nouveaux damnés de la terre, non pas parce qu'ils étaient persécutés par des tyrans religieux dans leurs propres pays, ni même parce que, dans les pays occidentaux, ils devaient faire face au racisme et aux discriminations — ça, ce n'est qu'un prétexte pour se donner bonne conscience —, mais parce qu'ils étaient musulmans. La doctrine a tranquillement fait son chemin, pour finalement s'imposer. Et aujourd'hui, Mélenchon insulte tout le monde, sauf les islamistes. Des élus insoumis ou EE-LV déclenchent un psychodrame sur l'abaya et osent parler de « *police du vêtement* », comparant la France laïque et l'Iran des mollahs.

Dans certains cercles universitaires, intellectuels, politiques et médiatiques, vous réclamer de la parole burnée du prophète vous met à l'abri de toutes les accusations infâmantes : misogynne, réac, raciste, obscurantiste, homophobe, fasciste, gros beauf... Cela fait de vous, par principe, un être de pure lumière aux yeux énamourés de celles et ceux qui ont décidé que, quoi que vous fassiez, vous avez une bonne raison pour le faire. On a même entendu des militantes féministes dire que si les femmes étaient harcelées et insultées quand elles passent dans les rues de certains quartiers, il fallait élargir les trottoirs...

Car il s'est malheureusement passé la même chose au sein du mouvement féministe, où la question du voile est devenue un sujet d'affrontements, alors qu'elle devrait en toute logique faire consensus. Dans la majorité des sociétés et des États qui en ont fait un symbole, le voile est d'abord un marqueur social, un signe d'infâmie qui place celle

GÉRARD BIARD, rédacteur en chef de CHARLIE HEBDO et co-président de Zéromacho "La laïcité principe fédérateur" lors de la 2ème table ronde : "La laïcité force et bouclier pour les femmes", modérée par Laure Caille de Libres MarianneS

qui le porte au mieux en retrait du champ public, à « sa » place, au pire totalement à l'écart, effacée du regard des autres par une burqa ou un niqab, quand elle n'est pas tout simplement maintenue au confinement dans la sphère privée et domestique. Le voile dit que la femme, « naturellement impure », n'est pas l'égale de l'homme, qu'elle ne dispose pas des mêmes droits et qu'elle lui doit soumission. C'est bien plus qu'un signe religieux, puisque ceux qui entendent l'imposer partout et pour l'éternité veulent l'imposer à toutes les femmes, et pas seulement aux musulmanes.

Il est étrange d'entendre certaines féministes revendiquées défendre le port du voile au nom du « choix » et de la « libre disposition de son corps », alors même qu'il est l'instrument d'un pouvoir patriarcal multiséculaire et que, partout dans le monde, des femmes meurent ou subissent des violences parce qu'elles refusent de s'en couvrir...

Ce n'est pas un hasard si l'on peut mesurer le degré d'intolérance et d'obscurantisme d'un régime islamiste à la longueur et à la mise du voile des femmes. Dans l'Iran des mollahs, le régime en a fait un véritable emblème du pouvoir. On le sait depuis l'assassinat de Masha Amini il y a maintenant plus d'un an, des étudiantes peuvent y être lynchées au fond d'un commissariat pour un voile mal ajusté. Une femme qui ose sortir tête nue ou en portant des « vêtements inappropriés » s'expose désormais à une peine de cinq à dix ans de prison.

Au printemps dernier, le vice-président iranien, Mohammad Dehgan, déclarait : « *Sans le hijab, la République islamique n'aurait pas beaucoup de sens* ». Dans la Turquie toujours moins laïque et toujours moins démocratique d'Erdogan, le voile sert de cheval de Troie pour faire reculer la mixité dans certains secteurs publics, comme la santé et l'éducation.

Regardons la réalité en face : le voile incarne moins une conviction religieuse qu'un agenda politique et sociétal dont il est urgent de prendre la véritable mesure. Le jour où plus une seule pierre, plus une seule injure, ne sera jetée au visage d'une femme sans voile, alors on pourra parler de « choix ». Ou de « signe religieux ».

En attendant ce jour, qui est encore loin d'être annoncé, le voile est d'abord un stigmata, et pour le moins discriminant. Alors, s'il faut user

GÉRARD BIARD, rédacteur en chef de CHARLIE HEBDO et co-président de Zéromacho "La laïcité principe fédérateur" lors de la 2ème table ronde : "La laïcité force et bouclier pour les femmes", modérée par Laure Caille de Libres MarianneS

des termes « stigmatisation » et « discrimination », c'est à l'égard des lois qui l'imposent, pas de celles qui disent qu'on peut s'en affranchir.

Quand on dit à une jeune fille qui porte un hijab qu'elle doit le retirer lorsqu'elle entre dans l'enceinte scolaire, que lui dit-on en réalité ? Qu'elle a le droit de le porter, puisqu'elle le pourra le remettre une fois sortie de l'école, mais aussi, et surtout, qu'elle a le droit de ne pas le porter. Et que lorsqu'elle ne le porte pas, il ne se passe rien. La terre ne s'ouvre pas sous ses pieds et elle n'est pas précipitée en enfer.

Voilà ce qu'on n'a pas dit sur la loi de 2004 sur les signes religieux à l'école : c'est aussi une loi d'émancipation. Parce que la laïcité est aussi un principe émancipateur, comme l'a rappelé Françoise Laborde.

On remarquera que le féminisme est aujourd'hui attaqué avec les mêmes armes qui servent à attaquer la laïcité. Tout récemment encore, une tribune-pétition publiée sur Mediapart et prétendant défendre les femmes iraniennes — avec tout de même un an de retard — compare la lutte du mouvement Femme, vie, liberté aux émeutes urbaines qui ont suivi la mort de Nahel — on aimerait comprendre quel rapport... — et dénonce « *un féminisme libéral, islamophobe et transphobe* »...

Quand on prétend l'incarner, on lui adjoint comme pour la laïcité des adjectifs, pour en amoindrir le sens, voire pour l'en vider totalement. Transféminisme, écoféminisme, afroféminisme, un féminisme islamique, un féminisme chrétien... Et pourquoi pas féminisme machiste, tant qu'on y est ?

Nous en sommes toutes et tous convaincus ici, le féminisme ne peut qu'être universaliste. La moitié de l'humanité ne peut être considérée comme une « communauté », encore moins une minorité. Les droits des femmes concernent la totalité des habitants de la planète, ce sont des droits humains universels et ils ne sauraient être découpés en tranches en fonction de je ne sais quelle particularité culturelle, régionale ou religieuse.

Alors personne n'a jamais prétendu que la laïcité implique automatiquement l'égalité des sexes. Elle n'en fait pas mention et ce n'est d'ailleurs pas son sujet. Mais l'égalité des sexes, déjà bien difficile à obtenir avec la laïcité, l'est encore davantage sans laïcité. En France, c'est bien la laïcité, parce qu'elle a permis de marginaliser le discours

GÉRARD BIARD, rédacteur en chef de CHARLIE HEBDO et co-président de Zéromacho "La laïcité principe fédérateur" lors de la 2ème table ronde : "La laïcité force et bouclier pour les femmes", modérée par Laure Caille de Libres MarianneS

religieux dans l'arène politique, qui a rendu possibles la légalisation du divorce et de l'IVG, la dépénalisation de l'homosexualité, le mariage pour tous, et plus généralement le combat contre les inégalités. Les religions n'ont jamais donné aucun droit aux citoyens, et encore moins aux citoyennes. Au contraire, elles s'ingénient à leur en retirer.

La question n'est donc pas de savoir si laïcité est du côté des droits des femmes, mais de savoir si les religions le sont. Et la réponse est non.